

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés unissez-vous !

# Le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

JEUDI 12 OCTOBRE 1978 - N° 767

Commission paritaire N°56 942 Tel. 636.73.76

2, 00 F.

## POUR LES EFFECTIFS, CONTRE LES SANCTIONS **GREVES DANS LES CENTRES DE TRI**

- *Le centre de tri de Paris Brune en grève*
- *Préavis de grève reconductible à Créteil*
- *Tous les postiers du Loir-et-Cher en lutte*

### SONACOTRA

**NOUVELLES ATTAQUES  
CONTRE  
LES TRAVAILLEURS IMMIGRÉS  
DES FOYERS EN LUTTE**



Lire en page 6

Ca bouge beaucoup dans les postes et plus particulièrement dans les Centres de tri. A Paris, le centre de Brune, celui qui avait déclenché la grande lutte de 1974 est en grève depuis mercredi matin. A Créteil où le chef de centre, distribue les sanctions à la pelle, un préavis de grève reconductible devait être déposé dans la journée de mercredi. Dans d'autres CTA, les postiers se posent la question de la lutte.

En province, on apprenait mercredi midi, que le centre de Lyon-Perrache avait repris le travail. Par contre, celui du Mans était arrêté. Par ailleurs, un mot d'ordre de grève pour toutes les catégories de postiers a été lancé dans le Loir et Cher et en Loire Atlantique.

Au centre des revendications des travailleurs des postes, les effectifs. Depuis longtemps, ils réclament des embauches. L'administration ne voulait rien savoir. Les postiers passent à l'action. Le problème se pose également de la lutte contre les sanctions frappant les travailleurs qui refusent l'augmentation de leur charge de travail, ce qui est directement lié au problème des effectifs.

La question est donc posée d'une lutte d'ensemble dans les postes. C'est ce que réclament de nombreux postiers : une coordination réelle pour unir leurs luttes.

Lire en page 12

### MONTARGIS

**La mairie finançait  
un permanent du PCF**

## UN SCANDALE ORDINAIRE

Comment le PCF finance-t-il ses permanents ? Le scandale qui a éclaté à Montargis apporte un élément de réponse : le faux peintre payé par la municipalité était un vrai permanent du PCF à Orléans. Exception ? Combien de prétendus employés communaux du PCF sont-ils en réalité des permanents ? C'est un problème que connaissent bien les habitants des municipalités PCF dans lesquelles il est difficile, souvent, d'obtenir simplement ce qui lui est dû à quiconque ne dispose pas de «la carte».

A Montargis les socialistes se saisissent du scandale pour essayer de faire reculer l'influence du PCF et peut-être provoquer de nouvelles élections.

Lire en page 2

## Vers l'espace judiciaire européen

L'Europe des polices et des justices se met en place à grands pas : mardi, les ministres de la Justice de la CEE ont décidé de mettre à l'étude le projet de «coopération pénale» présenté par Peyrefitte, et une Convention européenne d'extradition. Les experts doivent donner leur avis d'ici six mois.

Lire en page 2

## Le procès Pailleron en appel

Un an après le jugement qui avait condamné à des peines légères de prison avec sursis, quelques-uns des responsables de l'incendie du CES Pailleron, deux d'entre eux, l'architecte Keytes et Lefevre, PDG de Constructions modulaires font appel de leurs condamnations : respectivement 18 mois avec sursis et 15 mois avec sursis. Ils trouvent que c'est encore trop pour la mort de 16 enfants et quatre adultes ! Le procès se déroulera du 11 au 20 octobre.

## St Etienne : Pour une lutte de tous les cheminots

Lire en page 7

## Les lycéens contre les mesures Beullac

Voir notre reportage photos en page 8

## A la frontière sino- vietnamienne

Interview  
de François DEBRÉ  
de retour de Chine

Lire en page 9



La tribune de discussion pour le 3<sup>e</sup> Congrès du PCR ml est ouverte aux organisations du Parti, à ses sympathisants et ses amis. Dans ce cadre, les nombreuses contributions qui sont attendues pourront être publiées selon l'ordre et l'intérêt de la

# Tribune de discussion pour le 3<sup>e</sup> Congrès du Parti Communiste Révolutionnaire m-l

discussion. Le camarade Jacques Wandler, membre du Comité Central et chargé par lui de cette tâche, répondra chaque fois que cela sera utile à ces contributions pour éclairer le sens des modifications dans le projet et éventuellement, les développer.

## Unir la classe ouvrière

L'examen de la partie du programme intitulée «Unir la classe ouvrière» m'amène à formuler quelques remarques qui me semblent importantes. Je ne propose pas d'alourdir le texte ; il est concis, il fixe bien les choses. Par contre il me semble important qu'une réflexion approfondie ait lieu sur les conditions de l'unité de la classe ouvrière dans les années qui viennent.

La lutte est le terrain sur lequel se réalise l'unité de la classe. C'est là que les travailleurs prennent conscience de leur force, qu'ils font l'expérience directe de l'affrontement de classe de l'appareil d'Etat, qu'ils nouent des liens entre eux... Les directions syndicales cherchent à maintenir les grèves isolées les unes des autres, précisément pour ces raisons. Elles mettent toutes sortes d'entraves pour empêcher

les travailleurs en lutte de se rencontrer, de mettre en commun leurs expériences, confronter leurs points de vue, élaborer des perspectives communes de lutte. Tous les prétextes sont bons : appartenance à des syndicats différents, travailleurs actifs et chômeurs, branches différentes... Cette situation dure depuis des années.

Les conditions de la lutte étant devenues de plus en plus difficiles (plans Barre), en même temps, la conscience a progressé de manière sensible chez les travailleurs qu'il faut s'unir pour vaincre. Les premières tentatives ont eu lieu en automne 1976 autour de Lip. Elles ont échoué pour deux raisons : 1. Le poids de la social-démocratie (de gauche) qui cherchait à un moyen de patienter jusqu'au mois de mars 1978. 2. Les énormes pressions, et même les sanctions pri-

ses par les directions confédérales contre les sections syndicales qui participaient à ces rencontres.

Aujourd'hui, la question se pose à nouveau dans une situation politique très différente : d'une part, l'échec de la gauche, les divisions des états-majors syndicaux, le manque total de perspectives de lutte de leur part. D'autre part, la volonté grandissante des travailleurs de s'unir pour lutter : on l'a vu dans les luttes du printemps : les grèves en trainées de poudre ; Renault, Moulinex, les Arsenaux... Depuis la rentrée, même s'il n'y a pas eu un développement spectaculaire des grèves, il n'y a pas une lutte où ne se pose immédiatement la question parmi les grévistes de l'unité, de la coordination, entre catégories, branches, secteurs... Les cheminots et les postiers en sont des exemples frappants.

Par ailleurs, on voit se développer des initiatives, encore très limitées mais porteuses d'avenir, pour rassembler les forces dans la lutte contre le chômage : ce qui se fait au Puy, les comités de chômeurs dans les Vosges autour des Boussac, le comité contre le chômage à Marseille... autant de petites expériences, prises en mains par les travailleurs eux-mêmes ou par des syndicalistes combattifs et qui répondent à une attente. Car c'est justement sur la question du chômage que la bourgeoisie accentue le plus les divisions dans la classe ouvrière aujourd'hui ; par toute une série de moyens : différenciation entre les catégories de chômeurs (totaux, partiels, intérimaires, travailleurs sous contrats, atomisation des chômeurs, différenciation à l'extrême du système d'in-

demnisation...).

La question est donc à l'ordre du jour pour les révolutionnaires d'œuvrer au rassemblement des luttes. Encore faut-il que les moyens en soient définis, que les bases en soient précisées : peut-on par exemple rassembler les travailleurs aujourd'hui, faire progresser leur unité ? Quelles couches du peuple est-il possible de rallier autour des luttes de la classe ouvrière ? A quelles conditions ? Des éléments de réponse ont déjà été fournis en tirant les enseignements des expériences faites dans ce domaine. Il faut, à mon sens, tout en poursuivant l'étude sur ces points, avancer résolument dans les initiatives pratiques.

En tout état de cause,

cette bataille pour l'unité des luttes passe par un affrontement inévitable avec les appareils syndicaux. Car en fait, leur domination (et derrière elles, celle des partis de gauche) est directement remise en cause par ce processus. C'est bien pourquoi elles attaquent aussi violemment tout rassemblement qui se fait en dehors d'elles. Cela dit, elles sont en position de faiblesse, elles connaissent d'importantes difficultés tant internes que dans leurs rapports entre elles ; et surtout, les contradictions qu'elles entretiennent avec les masses se sont considérablement aggravées depuis mars 1978. A mon avis, la situation est favorable au rassemblement des luttes, et sur ce terrain, à l'unité de la classe ouvrière.

M. L. B. AULNAY/BOIS

### Montargis

## UN MAIRE PCF SUSPENDU : UN PETIT FAIT QUI EN ÉCLAIRE BIEN D'AUTRES

● L'affaire de Montargis. Une affaire des plus classiques, mais qui est devenue exemplaire de par son outrance même. Une affaire qui couvait depuis des mois, mais qui vient d'être révélée en pleine lumière de par la décision du préfet du Loiret de suspendre pour un mois le maire de la ville, Max Nublat, PCF. Une histoire qui vaut d'être contée.

En mars 1977, dans la foulée de la poussée de la gauche, le PCF conquiert la municipalité de Montargis, la deuxième ville du Loiret. C'est important dans ce département où le PCF n'a jamais pu avoir un rôle très important. L'artisan de cette victoire, c'est un enseignant d'une cinquantaine d'années, bien représentatif d'une certaine frange des responsables de ce parti : arriviste, habile dans tout ce qui est manœuvre souterraine, et qui voudrait bien faire du montargeois son fief, comme les radicaux pouvaient avoir le leur dans les années d'avant guerre : une «clientèle», des moyens de toute sorte, une notoriété, fût-elle locale. La victoire de Montargis, c'est aussi une divine surprise pour le PCF, qui n'y croyait pas tellement. Elle va permettre de résoudre bien des problèmes. Ceux de la fédération du Loiret du PCF, par exemple. Un des pro-

blèmes de cette fédération, c'est justement le manque d'encadrement, notamment à Orléans. Il manque un cadre, permanent, pour s'occuper de la section Orléans Ouest. La désignation de ce nouveau permanent sera d'ailleurs l'objet de vives discussions au sein des cellules : nombre de militants n'acceptent pas que ce nouveau responsable soit désigné «par le haut» sans qu'ils aient été consultés. Et surtout, ils sont méfiants envers ce nouveau responsable, qui passe pour être un ardent défenseur de l'URSS, même au sein du PCF. Il soutient en particulier l'intervention russe en Tchécoslovaquie.

Le nouveau responsable, c'est Jean-François Le Bahr, un ouvrier de l'usine Renault de Saint Jean de la Ruelle, près d'Orléans. Quand il quitte l'usine, en juin 1977, tout le monde sait qu'il va devenir per-

manent du PCF. La cellule diffuse même un tract à ce sujet.

Tout retombe dans l'oubli, jusqu'à ce que les conseillers municipaux socialistes de Montargis ne découvrent que le dénommé Le Bahr... est salarié de la ville de Montargis. Emoi, esclandre au conseil municipal, et première réponse du maire PCF : Le Bahr est employé par Montargis en vertu d'un accord intercommunal signé avec une autre municipalité PCF, Gennevilliers. Il s'occupe de l'entretien d'une colonie de vacances. Personne n'a beaucoup de peine à démontrer le mensonge : Le Bahr continue pendant ce temps à militer à Orléans, où il se montre ostensiblement. Du coup, les élus socialistes mettent l'affaire sur la place publique : le préfet s'empare de l'affaire, le ministère de l'Intérieur dépêche sur place un inspecteur général de l'administration, et on en arrive à la décision connue : le maire est suspendu pendant un mois. D'autant plus qu'à l'affaire Le Bahr s'ajoute une sombre histoire, portant sur 10 000 F que la ville de Montargis a déboursés et

dont on ne trouve trace nulle part...

Pris la main dans le sac, le PCF ne désarme cependant pas : Nublat déclare qu'il s'agit «d'une grossière manœuvre de la droite». La fédération du Loiret organise une manifestation de soutien au maire de Montargis, mais la manifestation se déroulera à Orléans !

Plus discrètement, le PCF fait savoir «qu'il n'y a pas de quoi fouetter un chat. Tous les partis pratiquent les mêmes méthodes». C'est peut être vrai que les partis bourgeois font tous de même. Et il faut replacer la vertueuse indignation du PS à sa juste place, lui qui recrute ses responsables municipaux par le biais de petites annonces dans l'Unité. Il n'en reste pas moins que l'affaire de Montargis apporte un éclairage particulier à la manière dont le PCF édifie et renforce son appareil : chaque place qu'il conquiert dans les municipalités, dans les cantons, dans les circonscriptions... etc, est un moyen pour lui de placer ses hommes et de financer son appareil. L'affaire est

d'autant plus criante que ce qui se passe aujourd'hui à Montargis, petit ville du Loiret, pourrait se passer à une autre échelle si le PCF parvenait au pouvoir : comme le parti révisionniste aurait contribué à prendre l'Etat, il se nourrirait de ce même Etat, dévelop-

pant son appareil, profitant des facilités de l'Etat pour accroître son emprise de parti omniprésent. Affaire minime que celle de Montargis ? Certes. Mais il faut la relier, elle aussi, au projet de capitalisme d'Etat du PCF.

Nicolas DUVALLOIS

### Les Neuf mettent à l'étude le projet de Peyrefitte Vers l'espace judiciaire européen

Mardi à Luxembourg, les ministres de la Justice des pays de la CEE ont nommé une commission d'experts pour examiner le projet de «coopération pénale» présenté par Peyrefitte. Ce texte directement inspiré de la notion «d'espace judiciaire européen» chère à Giscard prévoit une harmonisation poussée de la répression dans les pays européens, une coopération étroite des polices et des justices. Sous prétexte de lutte contre l'insécurité, c'est le droit d'asile qui est visé : la notion de criminel ou de «terroriste» est en effet particulièrement souple, l'affaire Croissant en a fait la preuve.

Quand on sait que le même jour, les ministres ont également mis à l'étude une Convention européenne d'extradition et que tous ces projets doivent être mis au point dans le délai de six mois, on voit que l'Europe des polices est en train de se mettre en place à grande vitesse.

Journée d'action du PCF contre le chômage

## UN «COUP» PUBLICITAIRE

Le PCF a le sens de la mise en scène. Il en administre une nouvelle preuve ce mercredi après-midi, à l'occasion de sa «journée nationale d'action contre le chômage». Il suffit de lire l'*Humanité*: «Le douloureux problème du chômage sera-t-il enfin posé dans toutes ses dimensions à l'Assemblée nationale ? Le secrétaire général du PCF défendra les propositions de notre parti pour faire reculer immédiatement le chômage. Au même moment, des milliers de travailleurs, de chômeurs, de salariés des usines en difficultés de la région parisienne se rassembleront

devant l'Assemblée. Des rassemblements semblables auront lieu dans toutes les préfectures...». On «y croirait. La réalité est toute autre. D'abord parce que les milliers de travailleurs annoncés ne seront en fait que les forces que le PCF est capable de réunir à Paris un jour de semaine, permanents et employés municipaux compris. Ensuite, parce que le problème du chômage a bon dos. La journée de lutte du PCF, ce n'est rien d'autre qu'une action de propagande destinée à prouver que le PCF continue à développer son action, qu'il garde

son ancrage dans la classe ouvrière, et qu'il faut compter avec lui. Cette journée est un avertissement pour ceux qui auraient tiré des conclusions hâtives du recul du PCF lors des dernières élections.

C'est du moins ainsi que Marchais l'entend. C'est aussi un moyen de ressouder les rangs du parti : en l'absence de toute perspective politique, quand la contestation subsiste, il importe pour la direction d'engager ce type d'action qui n'engage pas trop, mais qui peut servir d'élément unificateur pour les militants.

Quant à l'efficacité de ce type d'action, est-il seulement la peine de dire combien elle sera nulle. Ce n'est pas un discours de Marchais qui fera reculer le chômage. Ce n'est pas non plus une manifestation des militants du PCF, encadrée par le PCF, avoir des mots d'ordre PCF, etc... Les vraies solutions, elles sont dans la lutte réelle, contre les licenciements, travailleurs actifs et chômeurs coude à coude.

Ce n'est pas la voie que prennent Marchais et les siens avec leur opération publicitaire.

## LA DIRECTION DU PS AU BORD DE LA RUPTURE ?

A l'heure où nous mettons sous presse nous ne connaissons pas les décisions prises par le secrétariat du PS.

Bien qu'il y ait quelques temps l'idée courait au PS qu'il serait bientôt possible de supprimer la représentation proportionnelle des courants à la direction, c'est exactement du contraire, dont il s'agit aujourd'hui. A la veille de la

réunion du secrétariat de mardi soir certains ne cachaient pas, Mauroy par exemple, que si un compromis n'intervenait pas entre Mauroy-Mitterrand d'une part et Rocard d'autre part, il serait nécessaire d'anticiper la convocation du Congrès prévu pour le printemps 1979. Déjà une première réunion pour définir le nouveau règlement intérieur s'était soldée par

un échec le 7 octobre. Fajardie avait été alors désigné pour préparer un compromis pour mardi soir. Ce dont il s'agit, c'est de la sauvegarde de l'influence de chaque tendance à la direction de la social démocratie.

La solution envisagée ne satisfait pas Rocard. Selon lui en effet le mode d'élection de l'Assemblée nationale qui remplacera l'actuel comité directeur revient à supprimer la proportionnelle. Le système proposé par Mauroy et son ami Fajardie reviendrait à faire élire la moitié des 350 membres de cette assemblée sur la base d'un par fédération et un par tranche de 1 000 militants.

Mauroy lui, affirme qu'en faisant élire par les fédérations la moitié de ses membres et les autres par le Congrès sur des listes nationales, cela sauvegarderait la proportion de cha-

que courant. Une vraie bouteille d'encre :

Au dessus de l'assemblée nationale Mauroy, proposerait de mettre en place une commission permanente de 61 membres et encore au dessus, pour chapeauter le tout, un bureau exécutif de 27 membres.

Comment seront désignés les membres de ces deux dernières instances ? C'est aussi ce point qui était au centre de la bataille de mardi. La question est donc bien de savoir si le PS parviendra à garder son «unité» jusqu'au printemps ou si le comité directeur qui devait se tenir le 21 octobre et la Convention nationale qui devait se réunir, pour trancher cette question du règlement intérieur, le 25 novembre, seront amenés à convoquer le Congrès du PS pour les tous prochains mois.

F.M.

RPR

## Après la tempête verbale, la sérénité... pour l'instant

Labbé, président du groupe RPR à l'Assemblée nationale, devait rendre compte ce mardi soir devant le Comité central de son parti de la réunion du groupe parlementaire en présence de Barre. L'heure est, semble-t-il, à la décontraction dans les rapports entre le mouvement gaulliste et le gouvernement. Il est vrai qu'il ne serait guère opportun pour le RPR de faire la forte tête au moment où l'Assemblée discute du budget. S'opposer au gouvernement de façon trop importante sur ce chapitre présenterait un inconvénient majeur : la possibilité pour Barre de faire usage de la question de confian-

ce, procédure qui obligerait les opposants aux projets gouvernementaux à déposer une motion de censure, solution extrême que le RPR ne peut sérieusement envisager.

Donc, après les déclarations enflammées des dernières semaines, Labbé prodigue moult propos apaisants. De ce côté-là, pas de surprise à attendre pour le gouvernement. Mais sûrement des propos aigre-doux sur d'autres sujets, puisque ce Comité central devait porter sur la convocation du congrès extraordinaire du RPR consacré à l'Europe ; sur ce point, les divergences restent vives entre les deux

grandes formations de la majorité. Le RPR maintient son hostilité à l'entrée dans le Marché commun de l'Espagne, de la Grèce et du Portugal, et persiste à se méfier du rôle que certains, en Europe, envisagent de faire jouer au Parlement européen, bientôt élu au suffrage universel. On attendait avec intérêt les déclarations que devait faire Chirac en fin d'après-midi sur cette question.

Il convient de préciser, pour bien situer les choses, que le comité central du RPR a des pouvoirs plutôt fantomatiques. Il est constitué pour une large part d'élus parlementaires

(presque tous fidèles à Chirac) et des membres du Conseil politique (tous désignés par Chirac). Pour l'essentiel, on peut donc dire que Chirac réunit sa cour. Notons que ce Comité central ne s'est pas réuni au complet : on regrette l'absence de Line Renaud, occupée ce soir-là à présenter sa revue au casino de Paris. Concernant les délicats problèmes des rapports du RPR avec le gouvernement, on attendait avec beaucoup d'intérêt les prises de position, sans doute déterminantes, des têtes pensantes de ce Comité central : nous avons nommé Louison Bobet, Guy Drut et Alain Barrière.

## Hargne

Dans *La Lettre de la Nation*, Charpy attaque lcart, rapporteur du budget (et membre de l'UDF) écrivant notamment : «Il est choquant que le rapporteur général du budget ait cru bon de chapeauter son rapport d'une démolition en règle de la gestion gouvernementale entre 1974 et 1976 (...). Puisque le rapporteur général du budget est un distingué membre de l'UDF, donc dans l'allégeance au président de la République, nous lui ferons remarquer qu'en visant Jacques Chirac, il atteint Valéry Giscard d'Estaing.»

## Giscard à l'Hôtel de Ville

Giscard se rendra à l'Hôtel de Ville de Paris le 25 octobre pour inaugurer l'exposition consacrée au général de Gaulle. On laisse entendre qu'il ne manquera pas de sujets de conversation avec le maire de Paris.

## Inquiétudes des frontaliers au sujet de Cattenom

Au cours d'une assemblée de l'Institut pour la coopération des régions frontalières intracommunales, les élus du Luxembourg, de Sarre et de Rhénanie-Palatinat ont fait part de l'inquiétude que suscite chez eux la construction de la centrale nucléaire de Cattenom.

## LEP : La Courneuve (Seine St Denis) de nombreux problèmes

Les enseignants et surveillants du LEP Gabriel Peri de la Courneuve, «solidaires du mouvement des élèves engagé depuis le 2 octobre» appelaient à participer à une journée «portes-ouvertes» mardi sur leur établissement. Cette action avait pour but d'informer les parents sur les problèmes de cet établissement : manque de professeurs, sécurité et salubrité des locaux, manque de matière d'œuvre aux ateliers, problèmes d'éducation physique et sportive, dédoublement des classes surchargées en enseignement général, reconstruction du LEP.

## Le PS et les 35 heures

La Commission nationale entreprises du Parti socialiste, a déclaré se fixer comme «un objectif prioritaire» la réduction de la semaine de travail à 35 heures sans diminution de salaire. Cette revendication n'avait jamais figuré dans le programme autrement qu'en objectif sans précision de date. Aujourd'hui, le PS se montre d'autant plus audacieux en paroles que les perspectives de son accession au pouvoir se sont éloignées.

## Incivilité

Le maire de Nantes, Chenard (PS), a fait savoir que lors de la venue de Boulin à Nantes, il ne participerait pas aux cérémonies et réunions prévues dans le cadre de cette venue. «Il ne m'est pas possible d'assister à cette réunion dont l'objet serait uniquement de faire le point sur les problèmes du chômage en Loire-Atlantique, dans la mesure où le ministre, maintes fois alerté, doit déjà connaître parfaitement l'état désastreux du marché de l'emploi dans notre région.»

## Election à la fédération de Paris du MRG

Pierre Mattei, conseiller de Paris, a été réélu à la présidence de la fédération de Paris du MRG. Partisan de Fabre, il a été réélu face à Thierry Jeantet, membre du secrétariat national du MRG, de la tendance Crépeau. Les dissensions entre la fédération de Paris du MRG et le secrétariat national se sont concrétisées récemment lors de l'élection partielle du 14<sup>e</sup> arrondissement. La fédération de Paris avait présenté un candidat, alors que le secrétariat national soutenait la candidate qui a été élue.

# VOTRE CORPS EST-IL RENTABLE?

L'inégalité sociale devant la maladie et la mort, autrefois inscrite dans l'opposition entre clinique privée et hôpital public, a récemment été étendue au sein de l'hôpital public lui-même par la création d'une hiérarchie entre les différents services hospitaliers. Il s'y ajoute une opposition entre la ville et la campagne, entre les hommes et les femmes au sein des couches populaires.

De plus en plus, la notion de rentabilité s'impose dans la médecine capitaliste : «à quoi bon» (en termes financiers) réparer le corps défaillant de tel ou tel malade, telle est la question qui tend aujourd'hui à déterminer le niveau des soins dont celui-ci fera l'objet.

Il s'y ajoute, depuis quelques temps, la menace que la médecine préventive elle-même devienne un moyen d'accroissement du contrôle étatique sur de nouveaux aspects de la vie des individus : les projets de fichier scolaire, par exemple, n'amputeraient-ils pas toute l'apparence scientifique de l'appareil médical ?

Sur toutes ces questions, par l'utilisation combinée d'enquêtes statistiques, d'études de dossiers de malades et d'entretien, tant auprès de professionnels de la santé que d'ouvrières et d'ouvriers, le livre d'Antoinette Chauvenet montre scientifiquement le caractère de classe du système de santé.

Paul GAUVIN

## Médecine au choix, médecine de classe

par Antoinette Chauvenet, Presses Universitaires de France, collection Politique

L'auteur rappelle l'inégalité sociale devant la maladie et la mort : «Toutes maladies réunies et pour une certaine fraction d'habitants, la mortalité des hommes de 45 à 52 ans est trois fois plus élevée chez les manœuvres que chez les instituteurs».

### Médecine de riche, médecine de classe : nouvelles filières

Mais surtout elle met en évidence l'existence de différentes «filières» de soins :

— «une médecine de prestige à haute technicité, qui s'adresse à des malades sélectionnés selon une double grille de critères : l'intérêt scientifique de la maladie, et l'appartenance sociale». Cette médecine de l'élite est pratiquée dans les services spécialisés des Centres Hospitaliers Universitaires.

— «une médecine de masse qui s'adresse à l'ensemble de la population productive lorsque ses membres sont atteints de maladie aiguë, ou bien lorsqu'ils ont une espérance de vie et de gains suffisamment élevés pour que soient économiquement justifiées les dépenses que les institutions de prise en charge décident à leur égard».

— «une troisième filière... est destinée aux catégories de population dont l'espérance de vie et de gains est sérieusement compromise, c'est-à-dire à une masse de personnes âgées sans ressources, les «cas sociaux», et à ceux que le travail a rendus invalides. Il s'agit d'une médecine

de deuxième ordre, qui prend en charge en réalité des maladies graves ou de lourds handicaps. Mais c'est une médecine sans médecins et sans soins».

Cette ségrégation sociale ne correspond plus à l'ancienne opposition entre la clinique privée et l'hôpital public, elle passe au sein même de l'hôpital par une hiérarchie entre les différents services hospitaliers : «C'est la spécialisation médicale qui se fait, l'instrument d'un ordre social hiérarchisé : elle organise, en effet, une nouvelle hiérarchie des médecins, des maladies et des malades... Les critères médicaux de classement des maladies recoupent et redoublent des critères économiques de classement social. Ils sont directement liés à une notion de rendement de la santé défini, d'une part, en termes de valeur économique de l'homme, c'est-à-dire aujourd'hui l'espérance de vie combinée avec l'espérance de gains futurs, et défini, d'autre part, en termes de rentabilisation des dépenses de santé».

### Villes et campagnes

Cette inégalité devant l'accès aux soins qui joue entre les différentes classes sociales, aggrave également la contradiction entre les villes et les campagnes : «Le niveau d'équipement selon les localités traduit un mouvement de concentration et de centralisation du système sanitaire en faveur des populations les plus urbanisées et en-

gendre une inégalité selon les localités qui vient redoubler les inégalités résultant de l'appartenance sociale... L'hôpital rural n'est qu'une annexe de l'hospice permettant d'éviter le transfert des vieux lorsqu'ils tombent malades dans les centres hospitaliers. Loin de recevoir des équipements sociaux, les hôpitaux ruraux sont des hôpitaux généraux dont le support technique a été supprimé (fermeture par exemple des services de chirurgie jugés trop cher eu égard au nombre de lits), ainsi que la majeure partie de leurs postes de médecins et de personnels paramédicaux».

Cette ségrégation sociale qui se concrétise dans les différents modes d'hospitalisation prend sa source, en amont même des institutions sanitaires, dans l'attitude des médecins, ou dans la possibilité inégale de consulter un spécialiste. «Si on attend généralement plus tardivement pour consulter un médecin dans les classes prolétaires ou sous-prolétaires que dans les classes supérieures ou moyennes, ce n'est pas seulement parce que le seuil de perception des signes de la maladie est fonction du niveau socio-culturel. La reconnaissance de certains signes comme symptômes de maladie est liée au seuil à partir duquel un médecin estimera que certains signes fournis par le malade peuvent être reconnus comme constitutifs d'un diagnostic».

### Les femmes : des malades imaginaires ?

Particulièrement victimes de cette attitude des médecins sont



La ségrégation sociale ne correspond plus à l'ancienne opposition entre la clinique privée et l'hôpital public.

Elle passe au sein même de l'hôpital par une hiérarchie entre les différents services hospitaliers.

les femmes du peuple : «On connaît bien non seulement bon nombre de maladies professionnelles (même si leur reconnaissance est très limitée), mais les mécanismes et les signes qu'on attribue à l'usure par le travail.

Par contre, les maladies des femmes restent souvent qualifiées d'imaginaires : elles viennent gonfler ce que les médecins nomment avec un certain dédain «les maladies fonctionnelles», c'est-à-dire les maladies auxquelles le travail ou plutôt les luttes des travailleuses n'ont pas conféré de légitimité sociale ni même de nom... La sous-médicalisation des catégories sociales de femmes les plus soumises au risque pathologique est donc l'effet d'une gestion des corps dont les normes correspondent à un système marchand de valorisation du corps pris comme instrument de travail. L'usure et la peine dépensées dans des tâches qui échappent aux rapports marchands d'échange ne font pas l'objet d'une prise en charge spécifique».

### Contrôle social

Selon l'auteur, les filières de soins destinées aux classes populaires, loin de compenser les risques pathologiques particuliers, visent à établir un contrôle des catégories sociales exposées, caractérisées comme «à risque» : «La maladie, dans la mesure où elle tend vers la chronicisation et

le handicap, en raison du vieillissement socio-biologique, est avant tout, par la rupture qu'elle instaure dans le travail ; une mise en dépendance socio-économique. C'est la mesure du handicap, la durée de la maladie, sa nature plus ou moins invalidante, et ses possibilités de guérison qui, avec l'espérance de revenus de l'individu déterminent en premier lieu le type de prise en charge du malade et la filière de soins qu'il suit... Un maximum de dépendance socio-économique détermine une prise en charge médicale minimum, effectuée dans des circuits de services spécialisés dans la prise en charge des plus dépendants sur le plan économique, quels que soient la nature et le degré du handicap».

Le renforcement de ce contrôle social par l'intermédiaire des institutions sanitaires passe par le développement de la médecine préventive : «Une médecine qui attribue à la médecine préventive une place importante peut tendre dans le système actuel à accroître les contrôles étatiques sur les individus, et plus particulièrement les groupes sociaux défavorisés quant à la santé, en les soumettant à une surveillance active».

On le voit, c'est un livre qui soulève des questions nouvelles sur la médecine en société capitaliste, et dont la lecture est à conseiller à tous ceux qui mènent la lutte de classes sur ce front.



Hôpital de Caen : une médecine de l'élite pratiquée dans les services spécialisés des CHU



# FOYERS SONACOTRA EN LUTTE, NON AUX EXPULSIONS !

## Tous devant le tribunal de Saint Denis le vendredi 13 à 14 heures !

Après l'expulsion vendredi dernier de 20 résidents du foyer Sonacotra de Gennevilliers, avec la poursuite de l'offensive de la So-

nacotra, qui affiche son intention d'étendre les poursuites, la mobilisation pour le procès du foyer de Saint Denis (Romain Rol-

land) est particulièrement importante. La Sonacotra annonce aujourd'hui que 700 personnes ont été assignées à ce jour, et

qu'elle considère comme faisant jurisprudence les jugements des quelques tribunaux qui ont accepté les expulsions qu'elle réclamait. Elle annonce également qu'elle a porté plainte «pour séquestration», après la manifestation de vendredi soir à Gennevilliers, en disant que «deux de ses dirigeants ont été retenus pendant plusieurs heures afin d'obtenir des engagements par contrainte». Dans le même temps où elle à le «dialogue» plein la bouche dans les communiqués dont elle inonde la presse, elle multiplie les actes de répression contre les résidents en lutte. Il faut faire échec à ces nouvelles menaces d'expulsion.

Tous au tribunal, vendredi 13 à 14 heures !



JOURNEES PORTES OUVERTES  
LE 14 OCTOBRE DE 14 h A 23 h  
AU FOYER SONACOTRA DE COLOMBES

Depuis plus de quatre ans, 30 000 résidents des foyers Sonacotra, AFRP, ADEF, AFTAM, cités LOGIREP, sont en grève pour :

- La reconnaissance du Comité de coordination et des comités de résidents ;
- Une baisse de 100 F du montant des loyers ;
- Le retour des camarades expulsés ;
- Le renvoi des gérants racistes et provocateurs (anciens militaires) ;
- La suppression du règlement intérieur.

Nous sommes exploités dans le travail avec beaucoup de travailleurs français et nous sommes exploités dans le logement : pour des chambres de 4 m<sup>2</sup> nous payons 270 F, avec un gérant qui divise pour régner et un règlement intérieur quasi-militaire. De l'extérieur, les foyers ont l'air de palaces, c'est pour ça que nous invitons tous les travailleurs français à la journée «Portes ouvertes» de notre foyer, rue Colbert, à Colombes.

Nous étions en grève en 1975 et notre grève a été sabotée par des organisations (la CGT) qui sont venues soi-disant pour nous soutenir, et juste après les expulsions de nos camarades, notre foyer a repris les paiements, sans victoire. Nous avons repris la grève en décembre 1977 avec 100 % de grévistes.

Aujourd'hui, la lutte des foyers s'est développée dans toute la France : plus de 100 foyers en grève qui représentent 30 000 grévistes, malgré les menaces de Stoléro contre les travailleurs immigrés par des mesures racistes.

- A bas les gérants racistes !
- A bas les mesures racistes de Stoléro !
- A bas les diviseurs et les provocateurs !
- Français-Immigrés, une seule classe ouvrière !
- Vive le Comité de coordination des foyers en lutte ! (Sonacotra, AFTAM, AFRP, cités LOGIREP, etc.).

LE COMITÉ DE RÉSIDENTS  
DES FOYERS SONACOTRA  
203, rue Colbert 92 000 Colombes

## NANTES : LE COMITÉ DES EX-STAGIAIRES BARRE ORGANISE UNE RÉUNION

A l'occasion de la venue de Boulin à Nantes pour l'inauguration du nouveau Pacte national pour l'emploi des jeunes et parce que la plupart des informations que nous entendons sur ces stages sont frauduleuses, le comité des ex-stagiaires Barre organise une journée d'information :

SIX HEURES  
SUR LES STAGES  
BARRE  
Mercredi 11 octobre  
à 14 h, au foyer du  
Jeune Travailleur,  
Bd Vincent Gache  
NANTES

La mise en place de ces stages comme le développement des hors-statuts en général, reste une des seules possibilités d'emploi que les jeunes peuvent espérer trouver aujourd'hui.

L'isolement, l'ennui, le suicide, la délinquance... sont le lieu commun auquel les chômeurs ne peuvent plus échapper. Les conditions de travail dégueulasses pour des salaires minables, la situation précaire de tous les hors-statuts font partie intégrante de ces effets de chômage.

Actuellement, plus d'une personne sur cinq est confrontée chaque jour, à travers sa famille, son emploi, aux conséquences néfastes de cette situation qu'on nous impose. Il est urgent de cesser d'en faire les frais ! C'est à nous, à quelques-uns ou en nombre, dans notre quartier, à l'ANPE, dans tous les sous-emplois qu'on «daigne» nous accorder, de résister au jour le jour à tout ce que nous pouvons subir de notre situation de chômeur ou de chômeur en sursis. Nous devons avoir en tête que, quand cinq ou dix personnes prennent une lutte en mains contre un de ces effets, nous sommes plusieurs centaines de milliers à être concernés, à pouvoir nous y intéresser, à nous retrouver potentiellement prêts à donner à cette lutte un écho puissant. Le comité des ex-stagiaires Barre invite toute personne susceptible d'être concernée par un de ces stages à venir s'informer lors de cette journée.

Comité  
des ex-stagiaires  
Barre

## Barre : une «politique de l'immigration» qui prévoit des milliers d'expulsions

Il y a quelques jours, Raymond Barre tenait d'inquiétants propos sur les travailleurs immigrés : «Il est normal qu'au moment où la situation économique change, qu'à un moment où des problèmes d'emploi se posent pour les jeunes Français, nous avons à reconsidérer notre politique de l'immigration. Nous le ferons dans des conditions qui respectent la dignité des travailleurs immigrés.» La circulaire Fontanet, puis les mesures Stoléro, n'ont donc pas suffi aux yeux du gouvernement. En 1974 pourtant, il décidait la suspension de l'immigration, en 1975, la suppression de l'immigration familiale. Et ces mesures particulièrement dures ont sensiblement diminué le nombre des entrées en France. Elles sont passées à 25 000 en 1975 et 1976, alors qu'elles étaient de 120 000 en 1972. Ce chiffre va encore baisser cette année. Mais sur la question du retour au pays, Stoléro a encaissé un échec complet. Le million de travailleurs immigrés remplissant les conditions pour ce que le gouvernement a appelé «l'aide au retour», ont glo-

balement refusé ce marché de dupe. Alors, Stoléro attend son heure. Il sait par exemple que pour la quasi-totalité des immigrés algériens, les cartes de séjour arriveront à expiration en 1979 et 1980, de même qu'une grande partie des cartes délivrées dans les années 1970, qui ont une durée de validité beaucoup plus courte. Il est fort à craindre que Stoléro délivrera les nouveaux papiers au compte-goutte et que les immigrés en lutte, comme les résidents des foyers Sonacotra, seront visés en premier lieu. Il semble aussi que d'autres mesures sont en préparation : il est question de donner en une fois la totalité des indemnités de chômage des immigrés licenciés pour cause économique, à ceux qui accepteraient alors de partir. Avec le «million» en plus...

Pour toutes ces raisons, il est impératif aujourd'hui de renforcer le soutien aux travailleurs immigrés, contre les procès en cours, contre les expulsions qui se préparent, et l'extension des poursuites envisagées par la Sonacotra.

## Communiqué du comité de soutien de Nantes

Depuis quatre ans, sur la base de sa plate-forme revendicative, le Comité de coordination a su mobiliser et organiser plus de 120 foyers (à l'heure actuelle) élargis aux foyers immigrés AFTAM, ADEF, AFRP, LOGIREP, AMLI, soit près de 30 000 grévistes ! C'est lui qui a organisé la seule riposte de masse contre les mesures Stoléro le 19 novembre 1977 avec un mot d'ordre unitaire de la classe ouvrière : l'égalité des droits. La bourgeoisie a bien vu le danger. Les immigrés ne sont pas tenus par une foule de «structures de participation, paritaires, etc.», ni canalisés dans des syndicats bien sages. C'est pour ça qu'elle a attaqué si violemment : expulsion de délégués, attentats racistes, mesures de saisies arrêts sur salaires pour ceux qui ne payent pas le loyer, tentative de division et de sabotage.

Pendant le mois de juillet, la Sonacotra a soudain lancé des assignations en référé (procédure d'urgence) devant la justice contre cent résidents les plus actifs dans les foyers. Elle voulait profiter de la démobilité des vacances et d'un effet de surprise. Le comité de coordination a organisé en quelques jours

une riposte : des centaines et même parfois 1 000, 2 000 résidents (7 000 à Paris le 8 juillet) en manifestation ou devant les tribunaux !

Résultat : certains juges se sont déclarés incompetents et la Sonacotra en est pour ses frais ou alors le jugement est reporté en septembre.

A Nantes, depuis plus de deux ans, un comité de soutien fonctionne. Il a popularisé la lutte dans les foyers, contacté des résidents, discuté avec eux pour s'organiser. Mais la grève des loyers n'est pas actuellement la préoccupation, il y a bien d'autres problèmes...

Même sans foyers en grève, il est important de populariser cette lutte, dans les foyers mais aussi vers les usines, vers la classe ouvrière, car cette lutte dépasse largement le cadre des revendications spécifiques au foyer : unité de la classe ouvrière, organisation indépendante des partis et des syndicats, mobilisation politique de masse, lutte contre le racisme, etc.

Comité de soutien  
nantais à la lutte  
des résidents Sonacotra

## St Etienne

## ● POUR UNE LUTTE DE TOUS LES CHEMINOTS

## ● POUR L'EMPLOI

## ● CONTRE LE PLAN GUILLAUMAT !

● Dans la salle des pas perdus de Saint Etienne Chateaufort, comble, les cheminots de l'exploitation ont reconduit mardi leur grève pour les effectifs, et contre la répression. «*Nous sommes aujourd'hui à la pointe du combat pour la remise en cause de la politique gouvernementale de compression des effectifs à la SNCF*», disait Maleysson, délégué CGT.

L'occupation de la gare de Chateaufort par les cheminots puis son investissement par la police (intervention répressive jamais vue à St Etienne depuis 1947) a de puissants motifs. La presse locale a essayé de ramener le mouvement à un conflit disproportionné mené pour 4 postes menacés. Mais, comme le disait le délégué CFDT, Brusq : «*Ces suppressions d'emplois sont une question de principes ! Il n'est pas possible de laisser passer cette nouvelle atteinte au droit au travail qui vient s'ajouter à celle subie par les 30 000 chômeurs de la Loire. D'ailleurs, ce n'est qu'un avant goût du rapport Guillaumat qui, si nous n'agissons pas, mettrait la région stéphanoise dans la même situation que le désert SNCF ardéchois*». Avec force, devant près de 200 cheminots, graves et résolu, les délégués CGT, CFDT, FGAAC, FO, CFTC, faisaient le procès des opérations gouvernementales de compression

d'effectifs et de suppressions de lignes. «*Le plan d'entreprise qu'on nous mijote prévoit la suppression de l'agent (roulant) en second, la disparition de nombreux bureaux des gares, la liquidation des gares dans les villes de moins de 20 000 habitants ne laissant que 12 000 établissements sur 43 000 et livrant aux routiers tout le trafic au delà de 70 km d'un point Sernam... Tout cela, et aussi l'attaque contre nos libertés syndicales, a commencé à St Etienne, voilà pourquoi nous luttons et nous continuerons de lutter*».

### LE REFUS DE NEGOCIER

La Direction Régionale est, à sa manière, tout aussi logique ! Céder à St Etienne, c'est ouvrir la porte à la remise en cause globale en fait du plan d'entreprise. C'est le contenu, d'ampleur nationale en somme, du conflit en cours qui l'a amenée à un acte sans précédent : re-

quérir elle-même les flics contre les cheminots en lutte : s'ajoutant à l'intransigeance affichée depuis 1977 sur les revendications, cela explique d'autant la fermeté des camarades de Chateaufort mais aussi la solidarité : mardi, les roulants débryaient sur St Etienne, Lyon-Mouche, Chasse et Perrache. Les services-gares (exploitation) de Lyon-Perrache, Guillotière, Roanne et des lignes de Montbrison, Le Puy, Thiers... entraient dans l'action. Mardi soir l'importante gare de Perrache avait tous ses guichets fermés. La CFDT se disait prête à l'extension sur les régions SNCF voisines (Chambéry, Clermont, Méditerranée). Même FO et la CFTC faisaient preuve d'une résolution inaccoutumée...

### L'ATTITUDE DES ROULANTS

Pour les roulants, par contre, les choses n'étaient pas si claires. La CGT et la FGAAC (autonomes) majoritaires, entendaient plutôt limiter leur action à la solidarité ponctuelle contre la répression et l'intransigeance patronale que d'engager de suite une action coordonnée d'ampleur.

«*Il ne faut pas griller*

*d'un coup nos cartouches*» disait ainsi un responsable CGT «*Il y aura d'autres luttes contre le plan Guillaumat. Conservons nos forces intactes et attendons l'avis des Fédérations. La nôtre rencontre la direction générale mardi après-midi et si celle-ci ne propose pas l'ouverture de discussion au niveau régional, alors là on étendra l'action*». Il semble cependant que, sans attendre, des roulants soient entrés dans la lutte sur Venissieux et Roanne.

Et il est évident — comme le soulignaient de nombreux cheminots — que de la force et de l'unité du mouvement des services «*exploitation*» (reconduit pour mercredi) dépendra l'attitude et le degré de solidarité pratique des autres services. Pourtant, avec cet engagement sur St Etienne, c'est bien une lutte prolongée de tous les cheminots qui est à l'ordre du jour contre les plans de liquidation des emplois et des lignes SNCF. Aux côtés des milliers de travailleurs de la Loire en lutte pour l'emploi, les cheminots sont désormais à l'offensive.

Corres. St Etienne

## Caen

## Nouvelles menaces à la SMN

La situation de l'emploi continue de se dégrader à la Société Métallurgique de Normandie (SMN) dans la zone industrielle de Caen. La direction vante beaucoup le «*modèle japonais*» qui parvient à réaliser la tonne d'acier en six heures, elle apprécie beaucoup la manière dont les capitalistes japonais, particulièrement dans la sidérurgie oppriment les travailleurs, fixent des normes de travail intenable.

Pour l'heure, ces messieurs de la direction de la SMN se livre à de sombres calculs ; ils ont déterminé que pour produire un million de tonnes, un effectif de 4 500 à 5 000 personnes suffisait. Si l'on fait la soustraction, cela fait entre 600 et 1 100 emplois en moins pour l'ensemble de l'usine. Le fait que la direction indique le caractère non-contraignant de ces suppressions d'emplois qui devraient intervenir selon elle par le jeu des départs volontaires non-remplacés et les départs en retraite, ne change rien à l'affaire. Ce que veut la direction de

la SMN, c'est augmenter la productivité et supprimer plusieurs centaines d'emplois. Dans l'immédiat une période de chômage partiel vient d'avoir lieu du 2 au 7 octobre, une autre est prévue du 23 au 31 pour les travailleurs du «*train de 450*». Ces arrêts touchent environ une centaine d'ouvriers.

Cette situation suscite la colère chez les sidérurgistes normands. Celle-ci se concrétise par un certain nombre de grèves dans différents points de l'usine. Dans des secteurs où la direction a réduit les horaires de 42 à 40 heures sans compensation, les travailleurs luttent pour l'indemnisation des deux heures perdues. Par ailleurs, la cinquième équipe reste une des revendications prioritaires dans cette usine où les travailleurs en feu continu doivent faire 7 fois 8 heures avant de pouvoir avoir deux jours de repos, et ceci quel que soit le jour de la semaine ou de l'année, jour fériés compris.

Le Quotidien du Peuple  
Adresse Postale BP 225 75 924 Cédex 19  
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte N° 7713 J  
CCP N° 23 132 48 F - Paris  
Directeur de Publication : Y. Chevet  
Imprimé par IPCC - Paris  
Distribué par les NMPP  
Commission Paritaire : 56 942

## Lille

## MOBILISATION CONTRE LE CHÔMAGE

● On compte un chômeur pour un actif dans le Cambrois. Le Nord, région en pleine crise et restructuration mais aussi en pleine effervescence est porteur de luttes à venir. C'est massivement que les militants se sont mobilisés le 7 octobre dans les rues de Lille. 5 à 6 mille participants, manifestation imposante : «*Arrêtons le massacre !*» c'est sous cette banderole que débute la manifestation qui traversa les rues encombrées de Lille pendant plus de deux heures.

D'importants cortèges combattifs se succédèrent. Ceux de BSN, du Valenciennois, d'Usinor, de Denain, d'Armentières, du Douaisis, épaulés par d'autres boîtes comme Renault Douai, le Génie Civil de Lens, les Filatures de Roubaix, l'imprimerie NEA de Lille, les Teddy Boys. «*Non aux licenciements*», «*Nous voulons vivre et travailler au pays*», «*Chômage ras-le-bol*», «*Nous voulons, nous aurons satisfaction*», «*Halte aux atteintes aux libertés dans l'entreprise*». Par ces mots d'ordre, très souvent scandés, les travailleurs confirmaient qu'aujourd'hui, les élections passées, le

Programme commun au placard, il n'y avait plus qu'une seule solution, la lutte de grande ampleur, pour faire reculer le patronat et le gouvernement. Journée réussie pour les travailleurs de la région.

Par cette journée, la CGT ne visait certainement pas les mêmes enjeux que les travailleurs. Première apparition large de la CGT depuis les élections, il lui fallait une démonstration de force, montrer qu'elle était le seul syndicat à l'offensive. En effet, une série de mots d'ordre glorifiait la CGT ou rappelait à chaque instant son bon encadrement et

son contrôle sur cette journée.

D'autre part, avoir choisi Lille, la ville de Mauroy, deuxième tête du PS n'est pas un hasard. La CGT a en partie atteint son but ; ainsi comme l'annonçait un secrétaire CGT : «*Cette manif n'a pas plu à certains hommes politiques ; alors évitons la provocation, dispersons-nous*».

### La réalité...

Aujourd'hui, 120 mille demandeurs d'emploi : voilà la triste réalité dans le Nord-Pas-de-Calais. La crise frappe de plein fouet les travailleurs ; des secteurs entiers traditionnels, comme les mines et le textile se voient progressivement éliminés. Les plus gros secteurs industriels sont l'automobile (Renault) et la sidérurgie (Usinor) ; travailler à cinquante kilomètres de chez soi est chose fréquente. Demain c'est aussi la longue liste des licenciements ; les Verreries Boussois : 500 licenciements ; les APO du Boulonnais sont menacés de 2 500 licenciements. La fermeture des mines entraînerait d'ici six ans 40 000 suppressions d'emplois.

A Chappée, à Le Cateau, 315 travailleurs grossiront le flot des chômeurs.

L'unité grâce à la CGT. Avoir le rapport de forces, vis-à-vis du PS et de la CFDT, être à l'initiative de la reconstruction de «*l'union à la base*», c'est aussi ce que visait la CGT. De plus, et comme l'indique clairement le secrétaire confédéral dans *Liberté* journal régional du PCF, cette journée s'inscrivait dans la préparation du 40<sup>e</sup>

Congrès CGT de Grenoble. Ainsi samedi la direction CGT avait la mine réjouie. Mais quelles perspectives sortiront-elles de cette journée ? Demay, secrétaire général de l'UD, dans son intervention, met l'accent sur la lutte et annonce une journée d'ampleur nationale à la mi-novembre. De son côté Warscholak, secrétaire national insiste sur la montée des luttes aujourd'hui, que «*sur cent actions entreprises, 80 sont à leur initiative, que toutes se font avec la CGT*». «*Nous sommes pour l'unité mais nous ne subordonnerons pas la lutte aux hésitations de certains*», disait-il.

A la dernière prise de parole de la journée la CGT annonçait : «*On était dix mille, ce ne peut être une journée sans lendemain, il faut continuer la lutte dès lundi dans les entreprises*».

Pouvait-elle proposer autre chose, après une

telle manifestation ? Appel à la lutte bien creux de toute façon. Il est proposé de signer une pétition pour le Conseil général et l'Assemblée nationale et de retourner «*mener l'action dans son entreprise*». Les travailleurs n'auront pas trouvé les moyens concrets souhaités et attendus pour une coordination, soutien actif, offensif, de grande ampleur, ni de perspectives.

Vu la vaste volonté de combativité de ce 7 octobre, des journées sans lendemains cela n'a pas l'air d'être le choix qu'ils font dans la période. La direction risque d'avoir de sérieux problèmes. En effet les travailleurs n'en resteront pas là et il y a fort à parier qu'ils seront nombreux à accueillir comme il se doit Monory, ministre de l'Economie, vendredi 13 à Roubaix. Celui-ci aussi risque d'avoir des problèmes.

Corres. Lille



Pour Beullac, la rentrée scolaire «se passe fort bien». La réalité est toute autre : de nombreux établissements manquent de profs, de matériel. Les profs se mobilisent, les lycéens prennent bientôt le relais. D'emblée, des actions dures sont engagées : plu-

sieurs établissements sont occupés, montrant une réelle mobilisation de la part des lycéens ; le LEP de Noisy le Sec, est l'un des premiers, une assemblée générale sert spontanément de coordination où se retrouvent plusieurs établissements du département qui semble le plus touché, la Seine Saint Denis.



Vendredi 29 septembre, 3 000 lycéens manifestent dans les rues de Paris. Une manifestation combative, où Beullac est conspué aux cris de «Beullac, menteur, tu fabriques des chômeurs !»



La province est également touchée par les mesures Beullac. Des manifestations ont lieu devant les rectorats, telle celle de Besançon le 22 septembre.



Mardi 3 octobre

Assemblée de délégués, parents, profs, élèves, au LEP de Villemonble. La fédération Cornec attaque les lycéens, qui occupent nuit et jour leur lycée.



Lundi 9 octobre

LEP le Corbusier d'Aubervilliers. Le proviseur est un moment retenu. Un inspecteur départemental prend sa place, il sera relâché quelques instants plus tard sous les quolibets des lycéens



Jeudi 5 octobre

10 000 lycéens ensemble dans les rues de Paris. Un point fort du mouvement lycéen.

## LES LYCÉENS CONTRE LES MESURES BEULLAC

# A la frontière sino-vietnamienne

● Jeudi 21 septembre, on avait pu voir à la télévision un étonnant et remarquable reportage dans le cadre de l'émission *L'Événement*. On pouvait y voir des gardes frontières vietnamiens insultant la République Populaire de Chine. D'une base chinoise la caméra découvrait des camps, des sites de fusées et des concentrations de troupes vietnamiennes à proximité de la frontière.

Ce reportage avait été réalisé par François Debré accompagné d'une équipe de TF 1. François Debré a également réalisé des interviews des réfugiés chinois chassés du Vietnam, aussi bien du Nord que du Sud.

Ainsi, on avait pu entendre le témoignage de Madame T., infirmière, venant de Cholon :

« Notre appartement a été confisqué, notre compte en banque bloqué, le magasin de mon frère fermé, puis on nous a prévenus que nous allions être renvoyés dans la région de Tay Ninh (proche de la frontière cambodgienne) pour défricher la brousse ; nous n'avons pas l'habitude de travailler la terre et nous savions par des amis que, dans cette région, il n'y avait ni maisons, ni outils, ni médicaments... Nous avons donc décidé de partir. Prendre un bateau en achetant la complicité des gardes-côtes était une solution trop risquée, alors nous avons acheté des billets de train pour Hanoï ; il a fallu bien entendu payer un intermédiaire, car les déplacements sont, en principe, interdits aux

Chinois ; tout au long du trajet, des policiers venaient vérifier que nous n'étions pas vietnamiens, fouiller nos bagages et s'emparer de nos objets de valeur. A Hanoï, nous avons pris un camion, puis une charrette à buffles, puis nous avons marché en payant toujours, ici et là, un milicien, un guide, un garde-frontière...

A la frontière chinoise, on ne nous a pas admis tout de suite, et pendant deux semaines, nous avons campé dans le no man's land, entre les deux pays, avec cinq cents autres réfugiés nourris par les autorités chinoises, jusqu'au jour où les Vietnamiens nous ont délogés à coups de pierre et nous ont poussés jusqu'en Chine où on nous a conduits dans ce camp. Nous y sommes correctement hébergés et traités amicalement. »

Le reportage de *L'Événement* donnait également la parole à Lin Han-song, héros du peuple vietnamien, trois cent vingt combats, deux décorations. Celui-ci a été muté au Laos dans une compagnie disciplinaire avec quatre cent soixante quinze autres soldats d'origine chinoise. Il dénonce l'ingratitude dont sont l'objet les Hoas qui ont combattu dans la guerre de Libération. Lin Han-song avait été envoyé, avec des milliers d'autres Hoas, en « mission-suicide » au Cambodge, avant d'aller au Laos, où il dénonce le rôle très important des conseillers soviétiques dans l'armée vietnamienne.



● Etant donné le grand intérêt de cette émission, nous avons demandé à François Debré de bien vouloir nous expliquer dans quelles conditions il avait réalisé ce reportage et de nous faire part des impressions personnelles qu'il en retire.

## INTERVIEW DE FRANÇOIS DEBRÉ DE RETOUR DE CHINE

réalisée par Jean-Pierre CHAMPAGNY

▷ QdP : Dans quelles conditions votre reportage à la frontière sino-vietnamienne a-t-il été réalisé ?

— F.D. : Dès fin juillet, j'avais eu l'idée d'un tel reportage et je l'avais proposé à la télévision. J'ai eu rapidement une réponse positive du gouvernement chinois. D'emblée, il m'était bien précisé que toutes les portes nous seraient ouvertes.

Nous avons passé quatorze jours en Chine : ils ont été, mis à part le temps de transport, entièrement consacrés à des reportages et à des interviews. Après Canton, le lundi, nous étions à Nanning, capitale de la province du Kouangsi, et mardi à la frontière.

Bien sûr, il y avait un programme de visites que nous avions organisé avec les autorités chinoises. Nous l'avons suivi, mais avec de nombreuses entorses : des visites étaient improvisées en fonction de nos demandes. Par exemple, nous avons pu visiter une station de radios. La seule restriction, c'est que, en tant qu'installation militaire, nous ne pouvions bien sûr, la filmer. Dans l'ensemble, nous avons travaillé dans un climat de grande confiance.

Toutes les interviews, très nombreuses, que j'ai réalisées auprès des réfugiés concordent et vont dans le même sens. Cependant, il ne s'agissait pas d'une version des événements qui aurait été mise au point ou « arrangée » par les autorités chinoises. En effet, les réfugiés que j'ai rencontrés m'ont tenu des propos assez semblables, que ce soit dans des discussions privées ou officielles, que ce soit, directement, en français ou en anglais, ou bien par l'intermédiaire

d'un interprète chinois. Tous leurs témoignages se recoupaient en ce qui concerne les mauvais traitements qu'ils avaient subis au Vietnam et le bon accueil qui leur avait été fait en Chine.

Du côté des autorités chinoises, j'ai rencontré une grande inquiétude sur la situation à la frontière sino-vietnamienne et un grand souci de ne pas envenimer les choses, de ne pas répondre aux provocations.

▷ QdP : Comment la Chine assure-t-elle l'accueil de ces réfugiés ?

— F.D. : L'organisation de l'accueil des réfugiés est assez remarquable. Il y a plusieurs catégories de camps. D'abord ceux qui se trouvent dans le no man's land, à la frontière, dans des campements tout à fait provisoires. Ils peuvent y rester plusieurs semaines, le gouvernement chinois n'admettant les réfugiés Hoas qu'à mesure qu'il est capable de les prendre en charge. Cependant, ceux qui attendent sont nourris.

Ensuite, il y a des centres de transit dans la province frontalière du Kouangsi. On fait alors des enquêtes sur leur origine sociale, leurs capacités professionnelles, leur ethnie d'origine et on confronte les données aux possibilités d'accueil. Certains peuvent rapidement s'insérer dans des entreprises chinoises, mais beaucoup restent regroupés avec des modes de vie différents, le gouvernement chinois étant bien conscient du fait que tous, même si ce sont des patriotes, ne sont pas prêts à participer à la construction du socialisme.

▷ QdP : A quoi ressemblent ces camps, concrètement ?

— F.D. : En ce qui concerne la situation sanitaire et alimentaire, elle est, bien sûr, tendue, étant donné l'afflux des réfugiés, mais elle est correcte. Le gouvernement chinois et les autorités provinciales parviennent à faire face. J'ai déjà vu des camps de réfugiés dans d'autres pays : il n'y a pas de comparaison possible.

En général, dans la province, tous les bâtiments publics, les entrepôts ont été réquisitionnés. Par exemple, à Toungsing, les réfugiés ont été installés dans l'école du Parti. Il y a une série de bâtiments en dur. Dans certains, de grands dortoirs où peuvent dormir des centaines de personnes. Des pièces plus petites où sont regroupées les familles. Et puis des locaux communs (réfectoires, crèches, etc.). A côté on trouve des abris précaires, un peu comme des préaux où s'installent les réfugiés qui arrivent en attendant que les bâtiments en dur se libèrent. La commune a la charge de nourrir les réfugiés avec une allocation de 14 yuans par personne par mois, ce qui correspond à l'allocation de nourriture fournie à un travailleur chinois.

▷ QdP : Quelle est la proportion de réfugiés venant du Nord et de réfugiés venant du Sud ?

— F.D. : Je n'ai pas de statistiques exactes. En ce qui concerne les premiers départs, il s'agissait en majorité de gens du Nord. Dans les camps que j'ai pu voir du côté de Pinghsiang, c'était moitié-moitié, mais dans l'autre région, plus près de la

mer, il y avait 90 % de gens du Nord.

▷ QdP : A la suite de quels traitements ont-ils été chassés du Nord du Vietnam ?

— F.D. : Il faut distinguer plusieurs catégories. D'abord, ceux qui étaient installés le long de la frontière ont été expulsés, tout simplement par décision administrative : il s'agissait d'une « campagne de purification ethnique » selon le gouvernement.

Parmi ceux qui étaient à l'intérieur du pays, on trouve des cadres qui avaient des responsabilités dans les domaines politique ou économique à Hanoï. Mais, le plus souvent, ce sont des gens du peuple, ouvriers, paysans, pêcheurs qui, en quelques mois, ont vu s'abattre sur eux une campagne de persécution. Car la plupart du temps ils ont été plus mal traités que les Hoas du Sud. Cette campagne a commencé par le développement d'une atmosphère de méfiance et de chauvinisme. En ce qui concerne les travailleurs des campagnes et les pêcheurs rémunérés en nature, on leur a diminué leur allocation de vivres. Ceux qui étaient ouvriers ont été licenciés. Alors qu'ils s'étaient intégrés à l'édification du pays depuis des années, on leur a rapidement rendu la vie impossible.

▷ QdP : Comment expliquaient-ils cette situation ?

— F.D. : La plupart disaient : « Ça ne se serait pas passé comme ça du temps du président Ho Chi-Minh ». Et en effet, nous avons rencontré des professeurs des écoles chinoises du

Vietnam. Ils dispensaient dans ces écoles un enseignement spécifique, en fonction d'accords culturels passés, il y a vingt ans. Ils nous ont dit qu'à partir des années 70-72, on a assisté à une dégradation, à une réduction de cet enseignement pour en arriver à une fermeture de ces écoles en violation des accords culturels.

A la différence des Chinois du Vietnam du Sud, qui, pour certains, ne resteront peut-être pas définitivement en Chine, les Chinois venant du Vietnam du Nord s'intègrent très rapidement à l'économie socialiste chinoise, dans des fermes d'État et des communes populaires.

▷ QdP : Avez-vous recueilli des informations sur l'influence soviétique au Vietnam ?

— F.D. : Oui, en particulier de la part des anciens militaires. Ceux-ci font état d'une implantation croissante de l'armée vietnamienne au Laos, avec la présence de nombreux conseillers soviétiques. Je pense que cette présence au Laos pourrait permettre aux soviétiques d'intervenir en Thaïlande pour infiltrer certaines guerillas. Il ne s'agit pas bien sûr, de guerillas du Front Patriotique Thaï dirigé par le Parti communiste qui condamne les deux superpuissances. La présence vietnamienne au Laos entrerait ainsi dans le cadre de la stratégie d'ensemble de l'URSS concernant l'Asie du Sud Est.

D'autre part, le cadre économique Hoa que vous avez pu voir dans l'émission de télévision faisait état également de la présence de conseillers soviétiques dans de nombreuses entreprises et du rôle croissant qu'ils y jouent.

## LA CARTE D'ABONNÉ AMI DU QUOTIDIEN DU PEUPLE VOUS DONNE DROIT

### A un abonnement a

- Front Rouge, revue politique et théorique du PCRml.
- Pékin Information.
- La Chine en construction
- Réception du Manifeste pour le Socialisme.

### et à un livre ou un disque au choix

#### PARMI LES LIVRES

##### — LE TOME V DE MAO TSÉ TOUNG

ou

- La France de 68 (A. Delale et A. Ragache)
- 500 affiches de mai 68
- Kuo Mo Jo : poèmes de 1921 à 1964 traduits par Michelle Loi
- Adieu camarades (Roger Pannequin)
- Argentine : Révolution et contre révolution (F. Gèze/A. Labrousse)
- Salaire aux pièces (Miklos Haratzi)
- Ecoles rurales, quel avenir
- Nucléaire danger immédiat (CFDT) et électronucléaire danger (groupement de scientifiques pour l'information sur l'énergie nucléaire)

#### PARMI LES DISQUES

- L'homme qui regarde son pays de l'exil (Higinio Mena, chants argentins)
- Chants anti-nucléaires (Comité régional d'information et de lutte anti-nucléaire de Basse Normandie)
- Argentine Solidarité (COBAS)
- Poèmes chantés de Palestine, Syrie et Tunisie (Hedi Guella)
- Ils se meurent nos oiseaux (disque édité en soutien aux luttes des bretons frappés par la marée-noire).

### Sur présentation de la carte «abonné ami» du Quotidien du Peuple

- Entrée gratuite dans les meetings et réunions du P.C.R. ml
- Réductions dans certaines librairies et cinémas dans les grandes villes.

#### LIBRAIRIES

Aix en Provence  
Librairie quotidienne  
5 rue Félix Gouet (10 %)

#### Besançon

Lib. Les sandales  
d'Empédocle  
Place Victor Hugo  
138 Grande Rue. (10 %)

#### Bourges

Lib. Nathanaël  
4, cours Avaricum.

#### Brest

Lib. Graffiti (10 %)  
Place Saint-Louis

#### Caen

La Licorne (10 %)  
Rue Froide

#### Clermont-Ferrand

Lib. Jean Rome (10 %)  
1 rue des Gras

#### Evreux

Lib. Dubois-Dehayes  
rue Chartraine (5 %)

#### Grenoble

Le Livre ouvert  
Cours Fontaine (10 %)

#### La Rochelle

Lib. La Genette (5 %)  
Rue Rougemont

#### Le Mans

Lib. La Taupe  
2 quai amiral Lalande  
(10 %)

#### Lille

Librairie populaire  
40 rue de Guesdes

#### Lyon

Librairie populaire  
226 rue Duguésclin (3\*)  
(10 %)

#### Marseille

Librairie Lire (10 %)  
Rue Sainte (1\*)

#### Metz

Librairie Geronimo  
Rue du Pont des Morts  
(10 %)

#### Montluçon

Le Bouillon de culture  
15 rue Barathon (10 %)

#### Nice

Le Temps des Cerises  
50 bd de la Madeleine  
(10 %)

#### Nantes

Librairie 71 (10 %)  
50 bd de la Madeleine

#### Orléans

Les temps modernes  
rue N. D. de Recouvrance  
(5 %)

#### Quimper

Calligrammes  
23 rue du Sallé (10 %)

#### Perpignan

Le Futur antérieur  
22 rue Grande-la-Réal  
(10 %)

#### Reims

Le Grand jeu  
20 rue Colbert

#### CINÉMAS

##### Paris

Saint-Séverin  
12 rue Saint Séverin (5\*)

Tarif étudiant : 10 F

##### La Clef

21 rue de la Clef (5\*)

##### Tarif étud.

Seine Cinéma  
8 rue Frédéric Sauton (5\*)

##### Châtelet-Victoria

19 avenue Victoria 1\*

##### Lyon

Cinématographe  
44 cours Suchet (2\*)

##### Tarif collect.

(5 tickets : 40 F.)

##### Le Canut

32 rue Leynaud (1\*)  
(tarif. étud.)

Nom (en capitales) .....

Prénom .....

Ville .....

Date : .....

Abonnement normal 350 F

Abonnement de soutien 600 F

... F

Mode de versement : — en une fois  — en trois fois

Indiquez par une croix dans les cases vos différents choix.  
Découpez et renvoyez au Quotidien du Peuple

BP 225 75924 Paris Cédex 19.

Crédit Lyonnais Agence ZU compte n° 7713 J.

Le prix de l'abonnement est de 350 F, qui peuvent être versés soit intégralement à la commande, soit en trois fois (200 F à la commande, puis 100 F et 50 F), échelonnés sur trois mois. Nos abonnés disposeront d'une carte «abonné-ami», qui leur donnera un certain nombre d'avantages, dont nous publions la liste ci-dessus.

## INTERNATIONAL

En RFA,

profitant de l'absence d'originalité des propositions de la CDU

# LES SOCIAUX DEMOCRATES SE SONT MAINTENUS EN HESSE

● **Sociaux-Démocrates et libéraux ont obtenu une nouvelle fois la majorité aux élections régionales qui ont eu lieu, dimanche dernier, dans le land de Hesse : ces deux partis vont de nouveau former un gouvernement en commun. Le parti Chrétien-démocrate CDU n'a pas pu atteindre le but qu'il s'était fixé et n'a donc pas obtenu la majorité absolue au Landtag. Pourtant, la CDU reste le parti le plus fort en Hesse.**

S'il est vrai que, avec un score de 46 % des voix, il est légèrement en recul en pourcentage par rapport au résultat obtenu lors des dernières élections régionales d'octobre 1974 (47,3 %), il a néanmoins pu recueillir 50 000 voix de plus qu'en 1974. Avec 44,3 % des voix, le SPD a quant à lui légèrement gagné par rapport à 1974 (43,2 %). Le FDP est en recul, comme au niveau national, d'ailleurs ; contrairement aux élections régionales en Basse-Saxe et à Hambourg, il a cependant pu maintenir, avec

6,6 % des voix, 7 sièges au Landtag (contre 50 pour le SPD et 53 pour la CDU). Quant au parti révisionniste DKP dont l'influence dans le mouvement ouvrier ouest-allemand est, de toute façon, très limitée, il est passé de 0,9 % en 1974 à 0,4 % aujourd'hui.

### LES «VERTS» MAL PLACES

Les «listes vertes», elles, doivent faire face en Hesse à un réel échec électoral infirmant les résultats nationaux précédents. Si, lors des élections régionales en Basse-Saxe et à Hambourg elles ont pu, par endroits (et surtout là où les luttes anti-nucléaires ont eu un impact réel dans la population, comme à Gorleben par exemple), franchir le seuil des 5 % elles n'ont pu atteindre que 2 % en Hesse dont 0,9 pour la «Grüne Aktion Zukunft» de tendance réactionnaire, et 1,1 % pour la «Grüne Liste Hessen», pour la protection de l'environnement et la démocratie. Cet échec qui, par ailleurs est signalé avec une satisfaction à peine dissimulée par la presse

bourgeoise semble dû avant tout à la très grande division et aux perspectives assez limitées du mouvement qui n'a pas su donner une orientation claire à la lutte écologiste en Hesse.

Ainsi, une grande partie de ceux qui (particulièrement dans les milieux d'extrême gauche, avaient déjà clairement manifesté leur sensibilité aux problèmes d'environnement, n'ont pas pu se retrouver dans ce mouvement.

### SCHMIDT BENEFICIAIRE

Une victoire de Schmidt principalement, et une stabilisation de la situation politique intérieure de la République fédérale — c'est ainsi que sont accueillis les résultats de ces élections régionales dans la presse allemande de mardi matin.

En effet, le SPD a réussi à rattraper ce qu'il avait perdu lors des élections régionales de 1974 et des municipales de 1977. Un changement à la tête du parti social-démocrate remplaçant l'ancien ministre président Osswald, semble avoir pu faire oublier dans

une certaine mesure les scandales dans lesquels était mêlé le SPD hessois pendant une période. Dans les grandes villes de Hesse en particulier, le SPD a regagné des positions perdues lors des dernières municipales.

La coalition gouvernementale à Bonn bénéficie évidemment du résultat en Hesse. Le risque pour elle qu'une CDU largement majoritaire au Bundesrat puisse bloquer le travail législatif des partis au gouvernement semble dès maintenant suspendu et un changement du gouvernement fédéral avant les élections législatives de 1980 semble désormais peu probable.

### UN QUATRIÈME PARTI ?

Selon les grands quotidiens allemands, ceci serait dû moins à la situation particulière de la Hesse, qu'à la politique de Schmidt au niveau national. Depuis le sommet occidental de Bonn en particulier, la position de Schmidt qui pendant un temps a pu être affaiblie (suite aux promesses électorales mensongères par exemple au sujet des retraites, suite aux multiples scandales d'écoutes, à l'ampleur du développement du chômage, et aussi aux luttes internes au sein du SPD), est moins contestée, au sein du gouvernement, comme dans l'opposition. Si la CDU reste dans l'opposition au moins jusqu'en 1980, c'est sans doute aussi comme nous l'avons signalé par un manque de propositions politiques sensiblement différentes de celles de la social-démocratie. «Une partie importante de la politique de Helmut Schmidt, souligne la Frankfurter Allgemeine Zeitung, (proche des milieux d'affaires, particulièrement en ce qui concerne la politique étrangère, la politique de sécurité et la politique conjoncturelle, ne peut être contestée par l'opposition que sur des points secondaires si ce n'est au prix de sa propre crédibilité».

Bien qu'étant le parti le plus fort par son organisation tant au niveau national que régional, la CDU semble pour le moment ne pas pouvoir tirer profit de cette force. Constatant que «de cette façon, la victoire ne saura être obtenue», Strauss indique comme remède à cette situation la fondation d'un «quatrième parti» qui, par sa politique d'extrême droite, rassemblerait les forces les plus réactionnaires du pays et se présenterait comme l'alternative aux autres partis bourgeois.

Agence de Presse  
Irlande Libre  
Belfast

Anne RHEIN

## Irlande du Nord

# 10 ANNÉES DE LUTTE

● Pour célébrer l'anniversaire de la première marche pour les droits civiques de la minorité catholique en Irlande du Nord, 3 à 4 000 républicains ont manifesté dimanche à Derry à l'appel du Sinn Fein (branche politique de l'IRA provisoire). Comme en 1968 les unionistes (partisans du rattachement à la Grande-Bretagne) ont attaqué les manifestants à coups de pierres. Nous publions aujourd'hui des extraits d'un article de Sinn Fein Provisoire paru dans leur bulletin «Irish Republican Information Service» et qui trace le bilan de 10 années de lutte du peuple irlandais contre l'impérialisme britannique et ses partisans.

«Il y a dix ans les premiers marcheurs pour les droits civiques atteignaient les villes et les villages d'Irlande du Nord. Ils réclamaient une transformation de l'Etat des six comtés (l'Irlande du Nord est formée de 6 comtés), la fin de la discrimination contre les Catholiques en ce qui concerne le logement, l'emploi, le droit de vote : «un homme un vote», la fin des trucages électoraux. La réponse de l'aile droite des Unionistes à ces demandes de réformes fut de lâcher la police et les troupes du pasteur Paisley (milices protestantes d'extrême droite) contre les manifestants. Plusieurs manifestants furent tués et de nombreux furent blessés. La riposte de l'aile droite au mou-

vement pour les droits civiques culmina avec les pogroms de Belfast et de Derry en août 1969 lorsque les maisons catholiques furent mises à feu et à sang. A ce moment, les soldats britanniques furent envoyés dans la rue où ils étaient censés protéger les Catholiques, mais ils protégèrent en réalité la propriété privée et empêchèrent surtout que l'Etat qui pratiquait la discrimination religieuse ne s'effondre. C'est resté leur rôle depuis. Les pogroms d'août 1969 ont convaincu beaucoup de gens que l'Etat d'Irlande du Nord ne pouvait être transformé par des réformes, que le Mouvement pour les droits civiques avait perdu son utilité et qu'il fallait s'attaquer à l'Etat. Les dirigeants de

ce mouvement radical étaient les républicains provisoires qui commencèrent une campagne intensive en faveur de la lutte armée et remirent en question l'Etat lui-même. Quand la loi sur l'interne sans procès fut introduite le 9 août 1971, toute la population catholique y fut hostile et ce processus commença par renverser le Stormont et amena le gouvernement britannique à gouverner directement. Cette année la confiance du peuple s'est ravivée dans le travail de masse des comités anti-répresseion. La lutte des prisonniers politiques qui refusent de porter l'uniforme pénitentiaire et veulent obtenir le statut de prisonnier politique a renforcé la lutte anti-impérialiste pour obtenir la fin de la présence militaire, politique et économique britannique. Ce mouvement plus avancé que celui pour les droits civiques s'intensifie et se développe. Les seuls à pouvoir chasser les impérialistes britanniques, c'est la classe ouvrière irlandaise unie et forte».

## PROGRAMME TÉLÉ Mercredi 11 octobre

- TF 1**  
19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 45 - L'inconnu de 19 h 45  
20 h 00 - Journal  
20 h 30 - Aurélien, film TV en 3 parties.  
2<sup>e</sup> partie : L'inconnu de la Seine.  
22 h 20 - Louis Leprince-Ringuet  
23 h 20 - Journal
- A 2**  
18 h 55 - Des chiffres, des lettres  
19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 45 - Top Club  
20 h 00 - Journal  
20 h 30 - Muppet Show avec Pearl Bailey  
21 h 05 - Mi figue, mi raisin  
22 h 20 - Les jours de notre vie, magazine médicale  
Des allergies par milliers  
23 h 05 - Journal
- FR 3**  
18 h 55 - Tribune libre. Le Centre National des Indépendants  
19 h 10 - Informations  
19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 40 - Télévision régionale  
19 h 55 - Il était une fois... l'homme  
20 h 00 - Les jeux de vingt heures  
20 h 30 - La grande guerre. Film italien de M. Monicelli (1959) avec A. Sordi, et V. Gassman. Comédie satirique  
22 h 10 - Soir 3

## Jeudi 12 octobre

- TF 1**  
19 h 15 - Une minute pour les femmes.  
19 h 20 - Actualités régionales.  
19 h 45 - L'inconnu de 19 h 45.  
20 h 00 - Journal.  
20 h 30 - Allégra. Film en cinq épisodes.  
21 h 30 - L'événement. Magazine d'actualités.  
22 h 30 - Ciné-première. Deux films : «F.I.S.T.» de N. Jewison et «les Oies sauvages» d'Andrew Mac Lagen.  
23 h 00 - Journal et fin.
- A 2**  
18 h 55 - Des chiffres, des lettres.  
19 h 20 - Actualités régionales.  
19 h 45 - Top club.  
20 h 00 - Journal.  
20 h 35 - De mémoire d'homme : Les suicidés de 1934. Émission de Pierre Bellemare. Le magistrat Prince, qui enquêtait sur la mort de Stavisky est retrouvé sur une voie de chemin de fer, écrasé.  
22 h 40 - Journal et fin.
- FR 3**  
18 h 55 - Tribune libre : Fédération de l'Éducation Nationale.  
19 h 10 - Informations  
19 h 20 - Actualités régionales.  
19 h 40 - Télévision régionale.  
19 h 55 - Il était une fois... l'homme.  
20 h 00 - Les jeux de vingt heures.  
20 h 30 - Le piège. Film de John Huston (1973). Film d'espionnage avec Paul Newman et Dominique Sanda.  
22 h 05 - Fin.

# Conférence de presse de la délégation du PCML de retour du Kampuchéa

La délégation du Parti communiste marxiste-léniniste, conduite par son secrétaire général, Jacques Jurquet, donnait mardi après-midi, à Paris, une conférence de presse, consacrée au Kampuchéa. La délégation du PCML qui a séjourné dans ce pays du 9 au 16 septembre 1978, sur invitation du Parti Communiste du Kampuchéa, était la première délégation française à le visiter, depuis la libération de Phnom Penh, le 17 avril 1975.

Rejetant les accusations portées contre le nouveau régime du Kampuchéa, Jacques Jurquet et les autres membres de la délégation ont évoqué les tâches de reconstruction entreprises par le pays, dévasté par la guerre jusqu'en 1975, et où les bombardements américains firent plus de 800 000 morts dans une population de huit millions d'habitants.

Parmi les réalisations, ont été cités notamment la construction de quinze barrages et réservoirs géants, permettant de faire face aux conséquences aussi bien des inondations que de la sécheresse, et les succès remportés dans le domaine de la santé, en particulier contre le paludisme.

Aux difficultés héritées de la guerre d'agression

américaine, se sont ajoutées depuis 1977 les conséquences de l'agression et des pillages vietnamiens. «Cependant, estime Jacques Jurquet, malgré cette situation difficile, le Kampuchéa démocratique nous semble avoir résolu son problème essentiel pour la période actuelle : nourrir, habiller et soigner convenablement sa population, grâce à la mise en valeur des ressources agricoles du pays et grâce à la mobilisation de la population dans la réalisation d'importants et nombreux ouvrages hydrauliques. Dans les régions traversées, les populations rencontrées nous ont semblé être en bonne santé, notamment les enfants, et travailler sans contrainte apparente».

Au cours de son séjour, la délégation a eu des entretiens avec Pol Pot, secrétaire du Parti communiste du Kampuchéa et Leng Sary, premier ministre et ministre des Affaires étrangères. Les conversations a-t-il été dit, ont porté entre autres sur les développements de l'agression vietnamienne. A ce sujet, les dirigeants du Kampuchéa ont indiqué que profitant d'un pont aérien considérable mis en place par l'URSS pour livrer des armes à Hanoï, les dirigeants vietnamiens s'apprêtent à engager au début

de la saison sèche, qui commence maintenant, une offensive de grande envergure contre le Kampuchéa, pour imposer à ce pays dans un but d'annexion, la grande «Fédération indochinoise», à laquelle est déjà soumis le Laos. Les dirigeants du Kampuchéa soulignent la conjonction d'intérêts entre l'expansionnisme vietnamien et les visées hégémoniques de l'URSS, qui, dans cette partie du monde, entend s'assurer le contrôle de l'Asie du Sud-est, dont le détroit de Malacca, ouvrant, entre la Malaisie et l'Indonésie, l'accès à l'Océan Indien. Jacques Jurquet a conclu cette conférence de presse

par une demande adressée au gouvernement français, d'établir des relations d'Etat à Etat avec le Kampuchéa. «Ceci, a-t-il estimé, contribuerait au renforcement de la paix dans la région, en consacrant la communauté d'intérêts qui existe objectivement entre la France, qui n'est pas une superpuissance, et le Kampuchéa démocratique, qui est un pays du Tiers Monde, non-aligné, face aux entreprises des superpuissances et notamment du social-impérialisme soviétique».

Il a ajouté : «Nous œuvrerons pour cela, dans le cadre d'une association d'amitié France-Cambodge».

### Deux formules d'abonnement couplé :

### Quotidien du Peuple et Humanité Rouge :

3 mois ..... 150 F  
6 mois ..... 300 F  
Incluant réception du Tome V  
des Oeuvres Choieses de Mao Tsé-Toung

### Front Rouge - Proletariat

6 mois ..... 50 F  
Soit deux numéros de Proletariat et deux numéros de Front Rouge

# imro: des travailleurs aux pieds nus

27<sup>e</sup> épisode La lutte racontée par les travailleurs eux-mêmes

(Extraits)

Editions Fédérop

Et cela en faisait des discussions quand on allait dans les écoles. Dans un lycée, la directrice s'opposait à ce que les copines qui nous avaient invités, organisent les 10 % : au point que des élèves avaient été séquestrées dans des salles de cours ; et cette situation-là nous l'avions aussitôt utilisée en demandant à la directrice de venir s'expliquer devant nous, devant tout le monde. Et les discussions partirent pour savoir pourquoi l'administration des écoles s'oppose aux activités de lutte, si en fait, cela ne rejoignait pas les déclarations de Ceyrac et de Barre contre la politique à l'entreprise qui paraît-il, nuit à la sérénité des ateliers ; comment maintenir des acquis, que ce soit dans les bahuts ou dans les boîtes, quelles structures de luttes se donner et tout ça c'était des discussions à n'en plus finir.

La conséquence en fut la venue entière de classes dans l'imprimerie occupée. Nos relations avec les lycéens débordèrent par la suite avec les normaliens, les étudiants et chacun s'évertua à populariser la lutte, à organiser des collectes, à nous soutenir, à réaliser des articles dans les différents bulletins lycéens, des panneaux et au cours des manifestations, à lancer les mots d'ordre de soutien à l'IMRO... mots d'ordre combattus par notre centrale syndicale.

C'était également nos interventions au congrès national de l'ICEM (Institut Coopératif de l'École Moderne), le mouvement de l'école Freinet où les instituteurs... retournèrent à l'école. Il fallait voir comment ils écarquillaient les yeux — et ils n'étaient pas les seuls. Un de ces instituteurs fera même une intervention en protestant amèrement que le début du congrès n'ait pas débuté par nous. Ça nous a fait plaisir ça on s'est dit « Ben, on a peut-être des petits trucs intéressants à dire... » Pour rester dans le domaine du secteur scolaire, car cela devenait un véritable département de nos activités, nous nous faisons un point d'honneur à affirmer que

les enfants de l'école primaire, située juste derrière l'entreprise eurent une part importante dans le soutien à notre lutte dans le quartier. Si le journal Libération titrait « l'IMRO : une bande de copains... » c'est que cela dénotait la façon dont nous concevions les rapports avec ce qu'on appelle, un peu malgré nous, « l'extérieur » non pas figés dans notre rôle de travailleurs en lutte mais tout simplement en travailleurs heureux d'être enfin maître de leur vie, heureux de pouvoir s'exprimer, heureux de vivre.

La première fois que les écoliers vinrent, ce furent deux petites Antillaises : des nœuds blancs dans les cheveux noirs, des yeux rieurs, les chaussettes blanches remontées jusqu'aux genoux. Monika et Zamir avaient peut-être 6 à 9 ans et nous les avions déjà observées car elles habitaient près de la boîte ; on les avait remarquées parce qu'on les voyait frotter le trottoir de ciment qui se trouvait devant leur maison avec un balai brosse bien trop grand pour elles. Ça nous faisait drôle de voir ça, on avait un peu comme un malaise dans les tripes... on avait déjà l'impression qu'elles étaient marquées pour l'avenir ; le ménage ; le balayage... un peu le boulot qu'on donne aux immigrés de Mauritanie, du Sénégal et d'un peu partout et dont la démarche hésitante dans les rues révèle tout le désespoir, toute la misère humaine... et en voyant ça, on pensait un peu à eux, on était en fait un peu comme eux, tout comme eux-mêmes : des immigrés. Parce que parfois nous aussi, on avait l'impression d'être des exilés dans notre propre ville.

Et après la venue de Monika et de Zamir, ce furent tous les écoliers qui venaient. Certains d'entre eux étaient surpris quand ils arrivèrent un matin à 8 heures, de nous voir dormir dans une usine, dans le bureau des patrons, sur la moquette. Nous leur expliquions pourquoi nous restions dans l'imprimerie et peu à peu les rapports s'approfondirent avec

les enfants (dame ! les autocollants c'est chouette). A la fin de l'école, leur venue était systématique, émerveillés qu'ils étaient par les piles de papier, les feuilles de toutes les couleurs, de tous les formats sans oublier de voir les « machines géantes qui vont à toute vitesse pour écrire et dessiner des choses sur les feuilles » d'après leurs propres termes.

Pour eux l'imprimerie occupée devenait une grande aire de jeux comme ils en connaissent rarement d'autres. A chaque fois qu'ils reviendront, ils repartiront les bras chargés de papier. Brader l'entreprise pour eux, on était d'accord, car cela nous faisait plaisir de les voir heureux, d'entendre leurs rires... quand tout à coup il n'y eut plus de rires... ils ne venaient plus et tout ça nous faisait drôle. Il y avait quelque chose d'incompréhensible, d'inquiétant. La boîte paraissait un peu vieillie, un peu triste... comme s'il y avait un malaise. Et rapidement on en connaîtra les raisons : le directeur de l'école avait mis nos copains en garde car s'ils revenaient à l'IMRO pour y chercher des autocollants de manière à les coller à l'école il y aurait des histoires. Nous on ne s'est pas laissé faire, on a collé d'office les autocollants sur les cartables des enfants leur expliquant que si monsieur le directeur recommençait à faire des remarques, eh bien ! il fallait lui dire qu'on irait l'attendre à la sortie. Inutile de dire qu'on était fermement approuvés ; et soutenus car la veille de la Porte Ouverte solennelle, une centaine de bambins avaient déjà envahi l'usine. C'était eux qui avaient appelé sur le quartier à la Porte Ouverte en diffusant partout les tracts d'appels et c'est toujours par eux que nous avons pu avoir des relations avec les habitants ; contacts qui auraient autrement été plus difficiles sans eux du fait que le quartier se trouve le long du port avec tous les entrepôts imaginables.

A suivre

# NOUVELLES GREVES DANS LES CENTRES DE TRI

La mobilisation connaît un nouvel essor dans les centres de tri. L'administration des postes continuant sa politique de répression systématique et voulant imposer des charges de travail supplémentaires provoque la colère des postiers dans les centres de tri. Mercredi matin, des informations en provenance de plusieurs centres de tri faisaient état de la possibilité d'une série de mouvements de grève. L'entrée en lutte d'un centre comme Brune pourrait jouer le rôle de détonateur.

**BRUNE :** A l'appel de l'intersyndicale CGT-CFDT-FO, les postiers du centre de tri Paris-Brune se sont mis en grève mardi soir. Comme dans les autres centres, c'est le manque d'effectifs qui est au centre des revendications des postiers de Brune. En plus, les travailleurs de Brune protestent contre la réorganisation des services du centre. Brune, c'est un peu un centre pilote dans la lutte des postes. C'est

un de ceux qui lancent les grands mouvements. En 74, lors de la grande grève des postes, il avait joué un rôle important.

**BOBIGNY :** Au CTA de Bobigny, les postiers protestent eux aussi contre le manque d'effectifs. La section CFDT a décidé de recenser auprès des travailleurs, y compris les militants de base CGT et FO le nombre de postiers qui manquent. Il s'agirait envi-

ron de 50 à 60 emplois à pourvoir. La mobilisation est en train de s'étendre à toutes les brigades.

**Créteil :** Après un premier recul de la direction, les postiers de Créteil avaient décidé de reprendre le travail. Mardi matin, à 4 heures, le chef de centre a voulu imposer une augmentation de la charge de travail aux postiers du transbordement, ceci afin de rattraper le travail non fait pendant la grève. Devant le refus catégorique des travailleurs, les sanctions pieuvent : 8 PV d'un seul coup.

Dans la journée, les délégués vont exiger l'annulation des sanctions au chef de centre. Auparavant, un tract a été dis-

tribué par la CGT et la CFDT expliquant la situation. Le chef de centre étale son mépris, refuse toute concession, se fait même provocateur.

A 20 heures, une assemblée générale est convoquée par les sections. 3 militants prennent la parole, ils sont aussitôt sanctionnés d'un PV.

A 22 h 30, nouvelle assemblée générale : 2 délégués parlent : 2 PV tombent.

13 sanctions au total. L'administration des postes croit-elle pouvoir réprimer impunément les travailleurs ? Elle se trompe. L'Assemblée générale de 20 heures a décidé le principe du dépôt d'un préavis de grève reconductible.

## Samedi 14 octobre au Puy GALA DE SOUTIEN AUX TRAVAILLEURS EXPULSÉS ET INCULPÉS

En quelques mois, la ville du Puy est devenue une sorte de capitale de la répression. Le 9 mars dernier, les travailleurs avaient organisé une manifestation contre la venue de Raymond Barre au Puy. A la suite de cette manifestation, des jeunes chômeurs et travailleurs, français et immigrés, avaient été expulsés et inculpés. Il y a quelques semaines, lors d'une autre manifestation, contre les licenciements chez Elastelle, les flics chargeaient violemment et plusieurs syndicalistes étaient à nouveau inculpés.

Devant cette escalade de la répression, à la veille du procès des inculpés pour la manifestation contre Barre, qui aura lieu le mardi 17 octobre à 14 h au Palais de Justice du Puy, le Comité contre les expul-



sions et la répression organise un gala de soutien le samedi 14 octobre. Ce gala aura lieu salle Jeanne d'Arc à 21 h. Tout l'après-midi, une exposition photos sur la répression de la

classe ouvrière se tiendra dans le hall de la même salle. Au programme du gala, des chanteurs du Puy, de la région et du Maroc, des sketches, de la musique, une pièce sur les

prisonniers politiques... Des interventions sont prévues, en particulier de l'UD CFDT, de la CFDT d'Elastelle, et de l'intersyndicale des Tanneurs.

## Moyen Orient

### A LA RECHERCHE D'UNE UNITÉ ARABE

12 octobre : les négociations Egypte-Israël s'ouvrent aux États-Unis.

15 octobre : les pays dont des troupes participent à la FAD (Force arabe de dissuasion) se réunissent à Beyrouth avec ceux qui contribuent à son financement en présence du président Sarkis. Cette conférence arabe sur le Liban convoquée à l'occasion du renouvellement du mandat de la FAD qui prend fin le 28 octobre, est destinée à définir au sein des pays arabes une solution de la crise libanaise.

20 octobre : les ministres des Affaires étrangè-

res de la quasi-totalité des pays arabes se réuniront pour définir une position commune à la suite de Camp David.

Ainsi les menaces mêmes que font peser sur le monde arabe les accords de Camp David et leur complément, l'extension de l'emprise israélienne sur le Liban que favorisent les fascistes libanais (une partie d'entre eux constituent quasiment un détachement de l'armée israélienne, dont ils dépendent entièrement, au Liban), conduisent les pays arabes à rechercher l'unité de leurs positions. Reste à savoir le contenu que les pays ara-

bes pourront lui donner.

Au Liban, la réunion peut être précédée d'une reprise des combats que laisserait présager l'évacuation des familles de diplomates soviétiques, celles des diplomates américains sont parties depuis longtemps. Les fascistes en tout cas s'opposent à ce qu'une force arabe se maintienne au Liban.

A Washington, les négociations qui se dérouleront associeront les USA au même titre que Dayan et Boutros Yhali, les ministres israélien et égyptien. La diplomatie égyptienne va répétant qu'elle veut un

accord, mais quoi qu'elle en dise, tout se met en place pour un accord séparé : les États-Unis ont débloqué les fonds destinés à reconstruire les 2 aéroports militaires qui quitteront le Sinaï, ils seraient prêts à financer le déplacement des colonies israéliennes vers le désert du Negev, et les compensations que réclame l'Égypte pour le pompage de son pétrole par Israël pendant 10 ans, de même qu'à fournir à Israël des garanties d'approvisionnement en pétrole. Libéré du Sinaï, Israël pourra exercer d'autant plus étroitement son contrôle sur Gaza, la Cisjordanie et le Golan.

## ● Olivetti-France grève d'avertissement contre 165 licenciements

La direction française du trust international Olivetti (machines à écrire) vient d'annoncer son intention de licencier 165 travailleurs et travailleuses sur un effectif total de 2 000 personnes. Le trust envisage en outre de mettre à la rue 2 000 travailleurs sur l'ensemble de ses filiales de divers pays (États-Unis, France, Argentine). Les sections syndicales CGT et CFDT appelaient le mercredi 11 octobre à une grève de 24 heures en signe d'avertissement. Au cours de cette journée s'est en outre tenue une assemblée générale à Aubervilliers, de l'ensemble des employés de la région parisienne.

Les Établissements Denis (fabrication d'acier inoxydable pour boucheries, bars et installations nautiques) viennent d'être mis en liquidation judiciaire. Les 70 travailleurs sont menacés à court terme de chômage.

## ● Certificat médical antidaté : révision d'un jugement scandaleux

Le 27 février dernier, madame Combes, docteur à Valentigney, près de Montbéliard, était condamnée à 300 francs d'amende, 3 000 francs de dommages et intérêts, quinze jours de prison avec sursis et cinq ans d'interdiction de soigner les assurés sociaux. Son «crime» ? Elle avait antidaté de deux jours un certificat d'arrêt de travail d'un ouvrier de Peugeot, immigré yougoslave.

Malade, il est rentré de vacances avec deux jours de retard. Il risque d'être licencié ; victime d'un grave accident du travail à Peugeot (une main écrasée), retrouver du travail serait bien difficile. A la même époque (janvier 1975) Peugeot et la Sécurité sociale font la chasse aux médecins jugés trop «complaisants». Quatre médecins nient les faits qui leur sont reprochés et obtiennent le non-lieu. Madame Combes reconnaît avoir volontairement antidaté le certificat ; et c'est le jugement scandaleux du 27 février.

Mardi, devant la cour d'appel de Besançon, même les avocats de la Sécurité sociale ont reconnu que le jugement était inadmissible. L'avocat général a demandé une peine d'amende.

L'arrêt sera rendu le 21 novembre.

## ● L'après-Moro

Les remous de l'affaire Moro ne sont pas calmés. L'Espresso, hebdomadaire publie un livre blanc contenant notamment certains passages de «l'interrogatoire» d'Aldo Moro. L'ancien chef de la Démocratie Chrétienne affirme son choix de quitter la DC, traite ses collègues à la tête du parti de «pauvres idiots», «médiocres», et «diés à des groupes d'affairistes et d'agitateurs». Il aurait également déclaré à ses «juges» «Les agents soviétiques et ceux de certains pays de l'Est ont intérêt à déstabiliser la situation italienne et vos actions terroristes peuvent objectivement les aider dans leurs manœuvres».

### CHINE

Selon les agences de presse occidentales, le maire de Pékin Wa teh a été remplacé à la tête de la municipalité de la capitale.

### USA

Paul Warnke, responsable américain de la conduite des négociations SALT, a annoncé qu'il démissionnait. Cette démission deviendrait effective à la fin du mois, ce qui signifierait que l'accord SALT 2 serait signé.

### ITALIE : UN JUGE ASSASSINÉ

Le directeur général des affaires pénales a été abattu mardi après-midi.

### KENYA

L'ancien premier ministre a été désigné au poste de président de la République, vacant depuis la mort de Kenyatha.

### IRAN

Le contrat nucléaire Franco-iranien pourrait être révisé à la suite de la décision du gouvernement de réviser son plan afin de répondre à certaines revendications.

### MAROC

Hassan II s'est créé son parti, en rassemblant les élus «indépendants». Un grave souci pour les députés réunis dimanche : comment poursuivre la guerre alors qu'elle absorbe déjà 40 % du budget ?